

Requesting Organization :	Agency for Technical Cooperation and Development				
Allocation Type :	Allocation Standard 1				
Primary Cluster	Sub Cluster	Percentage			
Sécurité Alimentaire		100.00			
		100			
Project Title :	Co-facilitation du Cluster Sécurité Alimentaire, République Centrafricaine				
Allocation Type Category :					
OPS Details					
Project Code :		Fund Project Code :	CAR-17/HCF10/AS1/FSEC/INGO/6230		
Cluster :		Project Budget in US\$:	120,000.00		
Planned project duration :	12 months	Priority:			
Planned Start Date :	01/07/2017	Planned End Date :	30/06/2018		
Actual Start Date:	01/07/2017	Actual End Date:	30/06/2018		
Project Summary :	<p>A travers ce projet, ACTED vise à améliorer la coordination entre les partenaires du cluster ainsi que leurs capacités à mettre en œuvre des activités dans le secteur de la sécurité alimentaire, à travers la mise à disposition d'un Co-facilitateur et d'un expert mobile.</p> <p>Pour ce faire, le Co-facilitateur sera en charge de faciliter l'organisation des réunions du cluster et participera à accroître la quantité et la qualité ainsi que la capitalisation des outils méthodologiques ainsi que leur diffusion. Le Co-facilitateur sera également en charge de l'appui au développement de la stratégie des allocations, de la revue des propositions et du suivi des activités mises en oeuvre par les partenaires dans le cadre des allocations du Fonds Humanitaire. Un expert mobile sera également mis à disposition du cluster pour l'évaluation et le renforcement des capacités des partenaires et des coordonnateurs des sous clusters.</p> <p>Enfin, afin accroître la disponibilité des données sectorielles au niveau national, ACTED mettra à disposition du cluster une équipe d'enquêteurs mobiles qui seront en charge de collecter des données sur le terrain pour la réalisation d'évaluations pour le cluster. Les informations récoltées seront traitées par le cluster et mises à disposition des partenaires.</p>				
Direct beneficiaries :					
	Men	Women	Boys	Girls	Total
	70	0	0	0	70
Other Beneficiaries :					
Beneficiary name	Men	Women	Boys	Girls	Total
Other	70	0	0	0	70
Indirect Beneficiaries :					
NA					
Catchment Population:					
NA					
Link with allocation strategy :					
<p>Le mandat du Fonds humanitaire vise à « sauver des vies ». Le rôle du Cluster Sécurité alimentaire est d'assurer en urgence la coordination des acteurs humanitaires et gouvernementaux afin de contribuer, à travers leurs actions, à répondre aux besoins alimentaire et nutritionnel de base des centrafricains.</p> <p>Par ailleurs, cette proposition de projet est en ligne avec les recommandations du HRP 2017 : ACTED, à travers la mise à disposition d'un Co-facilitateur et d'un Expert mobile, participera aux efforts de coordination du cluster avec les partenaires de mise en œuvre, les organes de coordination et le gouvernement. Plus particulièrement, l'Expert mobile sera dédié au renforcement des capacités au sein des clusters régionaux et le Co-facilitateur à la facilitation des réunions de coordination et au renforcement des capacités des partenaires à Bangui. ACTED, à travers son personnel dédié, soutiendra également les initiatives de transfert progressif des responsabilités du cluster au gouvernement impulsées par les coordonnateurs du cluster (PAM et FAO).</p>					

Sub-Grants to Implementing Partners :

Partner Name	Partner Type	Budget in US\$

Other funding secured for the same project (to date) :

Other Funding Source	Other Funding Amount

Organization focal point :

Name	Title	Email	Phone
Hélène Camus	Directrice pays ACTED RCA	helene.camus@acted.org	+236 72 08 53 05
Camille Chemin	Grant manager	camille.chemin@acted.org	+33 1 42 65 33 33

BACKGROUND**1. Humanitarian context analysis**

Depuis le second semestre 2016 et ce début 2017, la situation sécuritaire dans de nombreuses préfectures de la Centrafrique (notamment l'Ouham Pendé, la Ouaka et la Basse Kotto) s'est particulièrement détériorée. Plus précisément, dans la préfecture de l'Ouham Pendé, les combats entre le groupe 3R et les Anti Balaka (AB) créent des déplacements importants de population vers la sous-préfecture de Bocaranga. Dans la préfecture de la Ouaka les affrontements entre l'UPC et la coalition AB et Ex Séléka ont fait de nombreuses victimes dans le nord parmi les combattants et les civils. Peu d'informations sont disponibles sur le nombre de personnes qui auraient trouvées la mort et les exactions commises en raison du faible nombre d'acteurs actifs dans la zone pour des raisons de sécurité. Enfin, dans les préfectures de la Basse Kotto mais aussi du Mbomou et Haut Mbomou les combattants de la LRA commettent des pillages et des enlèvements dans les villages proches des frontières sud soudanaises et de la RDC.

Les ménages impactés par ces crises sont extrêmement vulnérables dans les premiers jours suivant les chocs et une réponse d'urgence est primordiale particulièrement dans les domaines de l'eau l'hygiène et l'assainissement (EHA), la sécurité alimentaire et la santé pour éviter que ces derniers n'aient recours à des stratégies d'adaptation néfastes pouvant entraîner la mort.

Le document stratégique « Aperçu des besoins humanitaires 2017 » (OCHA), indique que « le nombre de personnes en besoin immédiat d'aide humanitaire est estimé à 2 000 000 de personnes (populations en phases 3 et 4, résultats de l'IPC d'août 2016). La quasi-totalité du territoire présente une situation de crise ou d'urgence alimentaire ». L'Enquête nationale sur la sécurité alimentaire (ENSA) réalisée avec le soutien du Programme Alimentaire Mondial et conduite à la fin de l'année 2016, 42% des ménages étaient en insécurité alimentaire modérée (contre 32% en 2015). L'évaluation multisectorielle conduite par ACTED fin décembre 2016 dans le cadre de son projet de « Mécanisme de réponse d'urgence » (RRM) dans la ville de Grimari (préfecture de la Ouaka) illustre bien l'état d'extrême vulnérabilité des personnes déplacées. Ces dernières présentent un score de consommation alimentaire alarmant de 16,1 et déclarent à 98% pour les adultes et 99% pour les enfants ne consommer qu'un seul repas par jour.

Des réponses d'urgence sont par conséquent nécessaires afin de répondre aux besoins primaires de la population. Ces interventions d'urgence doivent être rapidement suivies par des actions de relèvement, afin de soutenir durablement les populations vulnérables, en les aidant à recouvrir leurs moyens de d'existence. Pour autant, le contexte global (insécurité constante, extrême vulnérabilité des populations, besoins importants, financements peu fréquents pour le relèvement) rend difficile ce changement d'échelle.

Assurer la sécurité alimentaire de ces populations vulnérables est l'une des priorités devant être résolue par le gouvernement, associé à l'aide humanitaire. Mais dans un pays où l'insécurité prédomine et amène à la destruction régulière des progrès enregistrés, une organisation rigoureuse du secteur est nécessaire, de même qu'une bonne coordination et information des acteurs impliqués dans le secteur.

Pour ce faire, une coordination nationale et préfectorale efficace est primordiale, afin (i) de superviser les actions respectives des différents acteurs et s'assurer de leur cohérence, (ii) de capitaliser sur les bonnes pratiques mises en œuvre, (iii) d'unifier les outils et méthodes utilisés.

Cette coordination est assurée par le cluster sécurité alimentaire, sous la gestion de deux agences UN coordonnateurs (PAM et FAO) et une ONG Co-Facilitatrice. Depuis 2015, ACTED est l'organisation Co-Facilitatrice du cluster. En 2016, l'organisation a proposé de doter le cluster d'un « Expert mobile » dédié au renforcement des capacités des clusters régionaux

2. Needs assessment

L'évaluation des besoins a été réalisée à travers les éléments suivants :

- Une rencontre avec le coordonnateur de la FAO fin 2016 afin de faire un état des lieux du fonctionnement du cluster et d'évoquer les points bloquants ainsi que les propositions pour des axes d'amélioration. Le compte rendu de cette rencontre est annexé à cette proposition de projet (Annexe 1).
- L'atelier stratégique organisé avec l'ensemble des membres du cluster entre le 14 et le 16 mars 2017 (annexe 2)
- L'enquête de satisfaction de la Co-facilitation dont les résultats ont été rendu public en avril 2017 (annexe 3)

Plus précisément, les axes d'amélioration pour le cluster sont les suivants:

Accroître la dynamique de production des documents stratégiques harmonisés : en 2016, un seul document de capitalisation a été produit par le cluster, il s'agit du document « Lignes directrices sur l'intégration du genre dans les activités de sécurité alimentaire ». Cette initiative a été très favorablement accueillie par les partenaires du cluster et nécessite d'être renforcée dans les mois à venir afin de soutenir les partenaires dans la mise en œuvre des activités.

Dynamiser la collaboration des coordonnateurs des sous-clusters avec le cluster national : les coordonnateurs des sous clusters sont des personnels du PAM et de la FAO qui sont avant tout des chefs de sous bureau, et de par la multiplication de leurs fonctions, font face à des difficultés pour assumer pleinement leur rôle et engager une dynamique positive avec les partenaires. En 2016, l'Expert mobile a réalisé plusieurs visites en province et son appui aux coordonnateurs a permis quelques avancées telles que l'augmentation du partage de comptes rendus à l'issue des réunions des sous-clusters. En 2017, il sera nécessaire d'amorcer également une dynamique pour l'élaboration/ la révision des termes de référence des coordonnateurs des sous-clusters.

Renforcer les capacités des partenaires: En 2016, les partenaires ont exprimé beaucoup d'enthousiasme vis-à-vis des formations organisées par le cluster et ont été force de proposition pour ajouter des thématiques de formations pertinentes au regard de leurs capacités et lacunes. Les formations sont réalisées par le Co-facilitateur à Bangui et par l'Expert mobile en province cependant ce dernier a besoin d'un appui/ renforcement pour l'organisation de certaines formations. Le Co-facilitateur a également exprimé le besoin d'être appuyé par des experts régionaux pour la tenue de formations techniques.

Accroître la disponibilité des données sectorielles: Les coordonnateurs du cluster font face à des difficultés pour recevoir des données de terrain de la part des partenaires du cluster. En effet, dans un contexte où les organisations sont en compétition pour l'obtention de financements, le partage d'information et de données d'enquêtes est une pratique difficile à encourager. En ce sens, il est nécessaire pour le cluster de disposer de ses propres moyens pour réaliser des enquêtes de terrain, tout en continuant de réaliser un plaidoyer auprès des partenaires pour obtenir les informations demandées. En 2017, il sera utile de mettre en place une équipe mobile d'enquêteurs à disposition du cluster.

Augmenter la coordination avec les autres clusters: Les liens entre le cluster sécurité alimentaire et les autres organes de coordination sectorielle se limitent à des réunions de coordination intersectorielles. Des liens plus étroits devraient cependant être tissés notamment avec les clusters Protection, Moyens de subsistance et Nutrition afin d'améliorer la qualité des services proposés par les clusters aux partenaires (formations techniques, production de documents stratégiques) et rendre le cluster « force de proposition » vis-à-vis des activités inter sectorielles à engager sur le terrain.

3. Description Of Beneficiaries

Les partenaires du cluster sécurité alimentaire au niveau national et des sous clusters ainsi que les coordonnateurs des sous clusters (70 organisations – voir le détail en Annexe 2) bénéficieront des multiples activités menées par le cluster (renforcements de capacités, partage d'informations, outils harmonisés, etc.).

Intégration des bénéficiaires dans les activités du projet :

Les partenaires du cluster contribueront au partage d'information au sein du cluster à travers la remontée des besoins identifiés sur le terrain et des présentations sur les activités mises en œuvre. Ils seront également encouragés, une fois par mois, à partager avec le cluster une mise à jour sur le type d'activités en cours et leurs zones d'intervention (4W). Des contributions ad-hoc pourront également être requises pour l'élaboration de documents stratégiques. Les Ministères compétents (Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et le Ministère de l'Élevage et des Industries Animales en particulier) et certaines structures étatiques – telle que l'Agence Nationale de Développement de l'Élevage ou encore l'Agence Centrafricaine de Développement Agricole – seront fortement impliqués dans les actions du cluster, dans un objectif de transfert des compétences pour la coordination des interventions.

4. Grant Request Justification

L'intervention proposée par ACTED est en ligne avec le Plan de réponse humanitaire (HRP) 2017 qui vise à encourager « des actions visant à sauver des vies auxquelles seront associées des interventions d'appui à la production agricole d'urgence en vue de contribuer à l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle des populations affectées et à risque ». En effet, par la mise à disposition à temps plein d'un Co-facilitateur et d'un Expert mobile, afin d'assister les agences co-lead (PAM et FAO), ACTED participe à l'amélioration de la coordination entre les partenaires du cluster sécurité alimentaire et par conséquent, au renforcement des actions mises en œuvre au niveau national.

Les activités proposées ont été définies sur la base des besoins identifiés par les membres de la coordination du cluster (coordonnateurs et Co-facilitateur). Cette identification des besoins a été formalisée lors d'une rencontre entre ACTED et le coordonnateur FAO du cluster fin décembre 2016. Elle a permis de faire un bilan sur les forces et les faiblesses de la Co-facilitation. Le bilan était plutôt positif comme le souligne le résultat de l'enquête de satisfaction menée en avril 2017 auprès des partenaires du cluster (92% des répondants sont satisfaits) et le Co-facilitateur continuera à les appuyer dans la gestion du mécanisme de coordination et participera au maintien d'un partenariat fort avec les ONG internationales et nationales, ainsi qu'avec les instances gouvernementales et les bailleurs de fonds.

Le besoin de continuer à renforcer les capacités des coordonnateurs des clusters et des partenaires dans les sous cluster est également apparu comme une priorité. C'est sur cette base qu'il a été décidé de maintenir le poste d'expert mobile qui continuera d'appuyer la décentralisation du cluster et de renforcer la diffusion des méthodologies et principes et d'aider les partenaires à les opérationnaliser ce sur le terrain. L'aspect de renforcement de compétence sera accentué grâce à la mise à disposition d'experts régionaux qui pourront dispenser des formations techniques plus poussées que celles actuellement prodiguées. et d'ajouter un volet d'appui aux enquêtes du cluster.

Plus tard, un atelier stratégique a été organisé du 14 au 16 mars 2017 avec l'ensemble des partenaires du cluster. Il a permis à la coordination du cluster de présenter les objectifs pour l'année à venir et de planifier les activités. Suite à cet Atelier, un plan d'action a été partagé à l'ensemble des partenaires.

Des outils de communication (de type newsletter) et des méthodologies harmonisées seront produits afin d'accroître les informations disponibles pour les partenaires et la visibilité du cluster. Les partenaires du cluster à Bangui et en province verront leurs capacités renforcées à travers des formations dispensées par le Co-facilitateur et l'Expert mobile. Des formations dédiées seront également organisées pour les coordonnateurs des sous-clusters afin de renforcer le dynamisme de ces organes de coordination. Le renforcement de capacité des partenaires du cluster est vu comme l'une des priorités que le Co-facilitateur et l'Expert mobile devront assurer.

5. Complementarity

Ce projet est complémentaire de l'ensemble des projets de sécurité alimentaire mis en œuvre par l'ensemble des acteurs humanitaires en RCA. Il s'inscrit dans un cadre global de coordination des différents acteurs et propose des axes d'améliorations à travers la diffusion d'outils de capitalisation harmonisés et de renforcement des capacités et des connaissances de chacun.

De plus, ce projet est aussi complémentaire du travail réalisé par les autres clusters (notamment le cluster Abris/NFI pour lequel ACTED est également en charge de la co-facilitation), par la présence des représentants des différents clusters aux réunions de coordination et la prise en compte des problématiques multisectorielles sous-jacentes.

LOGICAL FRAMEWORK

Overall project objective

Soutenir le Cluster sécurité alimentaire par la mise à disposition d'un Co-facilitateur et d'un Expert mobile.

Sécurité Alimentaire

Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
2017 Objectif 1 : Sauver des vies et contribuer à l'autonomie économique de la population.	Objectif 1 SRP - 2017 : Sauver des vies	100

Contribution to Cluster/Sector Objectives : A travers la cofacilitation, ACTED vise à renforcer les capacités des partenaires du cluster ainsi qu'à développer et partager des outils harmonisés et des documents de capitalisation qui augmenteront la pertinence et l'efficacité de la réponse dans le secteur de la sécurité alimentaire

Outcome 1

70 partenaires membres du Cluster et sous-clusters sécurité alimentaire bénéficient de l'amélioration de la coordination et d'un renforcement de leurs compétences.

Output 1.1

Description

La coordination du cluster est renforcée à travers la mise à disposition d'un Co-facilitateur

Assumptions & Risks

Risque 1 : La situation sécuritaire se dégrade dans les sous-préfectures où sont actifs les sous-clusters et entraîne une suspension des formations/ sessions de renforcement des capacités dans certaines des zones d'activité du Cluster/ sous-cluster (probabilité moyenne)

Stratégie de réduction du risque 1: Les équipes suivent de très près et quotidiennement la sécurité dans la capitale et ajustent leurs actions et déplacements en conséquence. En cas de dégradation sécuritaire importante, ACTED suivra les différentes étapes de son plan de sécurité spécifique à la RCA. En cas de situation nécessitant une suspension des activités, ACTED prendra contact avec le Fonds Humanitaire le plus rapidement possible pour discuter des différentes options et une relocalisation des activités pourra être envisagée.

Risque 2 : Les acteurs ne coordonnent pas leurs actions à travers le cluster et/ou les sous-clusters / ne participent pas aux réunions du cluster ou sous-clusters (probabilité moyenne)

Stratégie de réduction des risques 2 : Une coordination étroite, à travers les réunions organisées par le cluster mais aussi lors de discussions en bilatéral, et un plaidoyer régulier, pour la participation active de tous les partenaires au cluster, sont réalisés auprès des partenaires du Cluster Sécurité alimentaire, par les coordonnateurs et le FH.

Risque 3 : Les partenaires du cluster Sécurité alimentaire ne partagent pas les informations (rapports d'évaluation, 4W etc.) requises pour le bon fonctionnement du cluster (probabilité moyenne)

Stratégie de réduction des risques 3 : Une sensibilisation régulière des partenaires sera effectuée par les coordonnateurs et le co-facilitateur du cluster, afin de rappeler l'importance de ce partage. Une équipe mobile pourra dans certains cas précis être dépêchée sur une zone afin de pallier le manque d'informations disponibles

Indicators

Code	Cluster	Indicador	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicador 1.1.1	Sécurité Alimentaire	Pourcentage de satisfaction des personnes ayant assisté aux séances de renforcement des capacités par le Co-facilitateur auprès du Cluster national et de l'Expert Mobile auprès des sous-clusters					85
Means of Verification : Questionnaire d'enquête de fin de formation							
Indicador 1.1.2	Sécurité Alimentaire	Nombre de documents stratégiques produits et validés par les partenaires et le cluster					4

Means of Verification : Documents produits

Indicador 1.1.3	Sécurité Alimentaire	# d'animaux vaccinés					0
-----------------	----------------------	----------------------	--	--	--	--	---

Means of Verification : Cet indicateur ne sera pas mesuré

Activities

Activity 1.1.1

Renforcement de la coordination, de l'harmonisation et du partage des outils au sein du cluster à travers la Co-facilitation.

Les termes de référence du Co-facilitateur ont été entièrement revus fin 2016 pour correspondre aux attentes fixées par le Cluster en 2017. Ils sont disponibles en Annexe 4. Cependant, lors du démarrage du projet, le cluster, le Fonds Humanitaire et ACTED reverront ensemble ces TdR afin de les réajuster aux nouveaux besoins recensés, notamment suite à l'arrivée en juin du nouveau coordonnateur.

Cependant, d'après son expérience et les discussions engagées en début d'année avec le cluster, voici les tâches pouvant être assurées par le Co-facilitateur au cours de ce projet :

- Appui à la coordination inter-partenaires et inter-cluster et au plaidoyer : Le Co-facilitateur aura un rôle d'appui aux activités du cluster et des sous-clusters. Pour ce faire, il s'assurera de la tenue des réunions hebdomadaires, en alternance avec le coordinateur, et de l'avancée du travail des Groupes de Travail Technique auquel il participera régulièrement. Il œuvrera également à l'identification, au soutien et au suivi de dossiers thématiques présentés comme prioritaire par le Cluster, afin notamment de faire un plaidoyer auprès des instances concernées (Gouvernement, ONGI, ONU, etc.) quand cela est pertinent. En 2016, le Co-facilitateur a participé à une formation sur la coordination de cluster organisée par le global cluster. Il est envisageable que ce dernier participe à une nouvelle formation en 2017 en fonction des thématiques proposées.

- Organisation d'un atelier de validation stratégique : En 2017, le Co-facilitateur organisera en coordination avec le PAM et la FAO un atelier qui réunira à Bangui l'ensemble des partenaires du cluster en capitale et en province. L'objectif de cet atelier sera de valider les résultats et le plan d'action élaborés lors de l'atelier stratégique organisé en mars 2017.

- Rédaction et partage de documents de communication pour le cluster : Le Co-facilitateur réalisera chaque deux mois un document de communication de deux pages environ (fascicules) sur une thématique ou une préfecture spécifique. L'objectif de ces communications sera de partager à l'ensemble des partenaires du cluster des informations en lien avec les activités du cluster ainsi que des partenaires de mise en œuvre.

Le FH et le cluster seront impliqués dans le processus de validation des candidats pour le poste de Co-facilitateur. S'ils le souhaitent, ACTED pourra leur communiquer les curriculum vitae des candidats présélectionnés pour recueillir leur avis, et les convier aux entretiens.

Activity 1.1.2

Amélioration de la production d'information à travers l'appui d'une équipe d'enquêteurs mobile

Afin d'accroître les données sectorielles disponibles, des enquêteurs seront rémunérés pour répondre aux besoins du cluster en matière de production de l'information.

En amont de chaque enquête, le cluster adressera un email aux partenaires afin de bénéficier de l'appui de leurs enquêteurs sur le terrain. Un total de 160 hommes jour sera disponible pour la durée du projet. Ce nombre a été défini sur l'estimation que 4 enquêtes pourraient être menées sur une durée de 10 jours avec l'appui de 4 enquêteurs. Chacun sera rémunéré 6 000 FCFA par jour d'enquête et le cluster prendra en charge les frais de transport entre Bangui et la province ainsi que jusque sur les lieux des enquêtes. S'ils le souhaitent, l'Expert Mobile ou le Co-facilitateur pourront accompagner cette équipe mobile lors de la réalisation des enquêtes.

Output 1.2

Description							
Les capacités des partenaires du cluster sont renforcées à travers l'organisation de formations à Bangui par le Co-facilitateur et en provinces par l'expert mobile							
Assumptions & Risks							
Indicators							
Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.2.1	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	# d'organisations de la société civile ou ONGs nationales dont les capacités ont été renforcées					50
Means of Verification : Listes de présence et CR de réunions							
Indicator 1.2.2	Sécurité Alimentaire	Pourcentage de préfectures dans lesquelles une représentation du cluster sécurité alimentaire est présente qui sont couvertes par une mission de renforcement de compétences					80
Means of Verification : TDR de missions terrain, CR de visites							
Activities							
Activity 1.2.1							
Organisation de formation pour les membres du cluster national par le Co-facilitateur.							
<p>Dans le cadre du projet le Co-facilitateur réalisera les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation des partenaires du cluster national : Suivant le plan d'action développé à l'issue de l'atelier stratégique, le Co-facilitateur organisera des sessions de formation des membres du cluster sur les thématiques qu'ils auront identifiées comme prioritaires. Si nécessaire, le Co-facilitateur pourra solliciter l'appui d'experts régionaux pour l'organisation des formations, afin d'améliorer encore davantage la qualité du soutien technique apporté aux partenaires. - Appui à l'expert mobile pour l'organisation des formations des partenaires dans les sous clusters: En 2016, le Co-facilitateur a amorcé le renforcement des capacités de l'Expert mobile, en charge des activités de terrain (formation des coordonnateurs des sous clusters, formation des partenaires des sous clusters, supervision des enquêtes nationales). Le renforcement des capacités sera une priorité en 2017. A ce titre, le Co-facilitateur effectuera quelques missions de terrain conjointement avec l'Expert Mobile, notamment afin de appuyer dans l'organisation et la réalisation des formations techniques au niveau des sous-clusters, afin de renforcer ses compétences dans ce domaine. 							
Activity 1.2.2							
Renforcement des capacités dans les sous cluster par l'Expert Mobile							
<p>Les termes de référence de l'Expert mobile ont été entièrement revus fin 2016 pour correspondre aux attentes fixées par le Cluster en 2017. Ils sont disponibles en Annexe 5 et seront revus au début du projet par le cluster, le FH et ACTED.</p> <p>La décentralisation de la coordination du cluster ainsi que le renforcement des capacités des membres et coordonnateurs des sous clusters sera assuré principalement par l'Expert mobile – appuyé du Co-facilitateur. Les tâches réalisées par l'Expert mobile dans le cadre du projet pourront être les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui aux coordonnateurs des sous clusters pour la révision de leurs termes de référence et le renforcement de leurs capacités de coordination : l'Expert mobile appuiera les coordinateurs des sous clusters pour la redynamisation de réunions de coordination afin d'encourager la participation des membres, et l'amélioration de la communication entre les sous clusters et le cluster national à travers notamment le partage d'information et de plans d'action. L'Expert mobile soutiendra également les coordinateurs dans le processus de révision de leurs termes de référence qui seront validés par les agences PAM et FAO. - Renforcement des capacités des membres des sous clusters : Suivant le plan d'action développé à l'issue de l'atelier stratégique, l'Expert mobile organisera des sessions de formation des membres des sous cluster sur les thématiques qu'ils auront identifiées comme prioritaires. 4 sessions de formations seront réalisées dans le cadre du projet auprès des 4 sous clusters prioritaires, chaque formation pouvant couvrir plusieurs thématiques. Les formations seront réalisées avec le soutien des coordonnateurs et du Co-facilitateur du cluster afin de garantir un impact accru. - Supervision des enquêtes nationales : L'Expert mobile continuera de participer aux enquêtes nationales (ENSA et CEFSAM) organisées par le cluster à travers la supervision des équipes d'enquêteurs mis à disposition par les partenaires. 							
Outcome 2							
Le mécanisme du Fonds Humanitaire est soutenu par le Co-facilitateur							
Output 2.1							
Description							
Le Co-facilitateur soutien le mécanisme du Fonds Humanitaire							
Assumptions & Risks							

Hypothèse 1: Les organisations bénéficiaires d'un financement du FH collaborent avec le Cofacilitateur du cluster pour le suivi des projets
 Risque 1 : Les organisations ne collaborent pas

Mesure de réduction des risques 1 : Le Co-facilitateur rencontrera l'ensemble des partenaires bénéficiaires d'un financement du FH pour le secteur de la sécurité alimentaire afin de les sensibiliser à l'importance et à l'utilité du suivi et de discuter avec eux des modalités (rencontres, visites de terrain).

Hypothèse 2 : La situation sécuritaire permet au Co-facilitateur de réaliser des évaluations de terrain

Risque 2 : Les conditions sécuritaires, climatiques et/ ou logistiques ne permettent pas de réaliser les visites de terrain

Mesures de réduction des risques : Dans ce cas, le Co-facilitateur pourra réaliser des rencontres de monitoring avec les partenaires à Bangui pour passer en revue l'ensemble des activités et de la documentation des programmes

Indicators

Code	Cluster	Indicador	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 2.1.1	Sécurité Alimentaire	Nombre d'allocations standard ou de réserve soutenues					2
Means of Verification : CR de réunion							
Indicator 2.1.2	Sécurité Alimentaire	Pourcentage de projets en sécurité alimentaire financés par le Fonds Humanitaire qui bénéficient d'un suivi de la part du Co-facilitateur					100
Means of Verification : CR de réunion, termes de référence des visites de terrain							
Indicator 2.1.3	Sécurité Alimentaire	Pourcentage de projets de sécurité alimentaire financés par le Fonds Humanitaire pour lesquels le Co-facilitateur réalise au moins une visite de suivi sur le terrain					30
Means of Verification : TDR de missions, CR de missions							
Indicator 2.1.4	Sécurité Alimentaire	# d'animaux vaccinés					0

Means of Verification : cet indicateur ne sera pas mesuré

Activities

Activity 2.1.1

Participation au mécanisme du Fonds Humanitaire

Dans le cadre de ses fonctions, le Co-facilitateur prendra part aux réflexions stratégiques du Fonds Humanitaire. Il appuiera notamment le FH à travers le développement de la stratégie du cluster pour les allocations et participera aux réunions du Comité de revue stratégique pour la révision des propositions soumises. Il pourra également - à travers les sessions de renforcement des capacités des partenaires du cluster - organiser une session de formation pour les ONG nationales qui ne seraient pas familières avec les mécanismes du FH et des allocations.

Activity 2.1.2

Monitoring de projets FH RCA en accord avec les règles du Fonds

Le Co-facilitateur, en coordination avec les membres du FH sera en charge de suivre les projets mis en oeuvre dans le cadre des allocations standard et de réserve du FH avec une composante en sécurité alimentaire. Ce travail comprendra /

- La rencontre de l'ensemble des organisations pour la revue des projets au moment de leur lancement et un appui technique pour renforcer la pertinence des activités si nécessaire.
- Des réunions mensuelles avec le FH pour échanger au sujet des projets mis en oeuvre
- Lorsque les projets seront mis en oeuvre, le Co-facilitateur pourra réaliser des visites de terrain afin de suivre l'évolution des activités et l'atteinte des indicateurs.

Additional Targets :

M & R

Monitoring & Reporting plan

1/ Suivi du projet

La mise en œuvre des activités sera réalisée par un Co-facilitateur, un Expert mobile et une équipe mobile. Le Co-facilitateur sera en charge de superviser le travail de l'Expert mobile et l'équipe mobile. Il sera lui-même sous la direction des coordonnateurs du Cluster. Le Co-facilitateur recevra un appui de la part de la coordination d'ACTED. Les informations relatives aux différentes avancées du projet sont partagées à travers des outils de suivi interne développés par ACTED.

Le département Développement de Projet est notamment en charge de suivre les avancées du projet ainsi que de collecter les éléments de communication externe et de produire les rapports au bailleur.

Le département Suivi et Evaluation (département indépendant chez ACTED) est en charge de conduire des évaluations visant à mesurer les indicateurs du projet, la pertinence et le bon déroulement des activités ainsi que la satisfaction des différentes parties prenantes. L'ensemble des données récoltées et des rapports sera partagé avec les membres du Cluster Sécurité alimentaire.

- Evaluation de la satisfaction des partenaires du cluster sécurité alimentaire (activité 1) : Au début et à la fin du projet le cluster organisera une enquête de satisfaction auprès des membres du cluster sécurité alimentaire afin de mesurer les performances du cluster.

Evaluation de la satisfaction des membres du cluster sécurité alimentaire vis-à-vis des formations organisées par le Co-facilitateur et l'Expert mobile (activité 1 et 2) : après chaque formation réalisée auprès des membres du cluster à Bangui et en province, les organisateurs proposeront aux participants une rapide enquête afin de mesurer leur satisfaction ainsi que l'évolution de leurs connaissances.

En plus de cela pour le suivi des projets financés par le FH, le Co-facilitateur rencontrera sur une base mensuelle les points focaux du FH pour discuter de l'avancement des projets

2/ Reporting

Le reporting au bailleur sera assuré par le département Développement de projet d'ACTED, sur la base des informations reçues par le Co-facilitateur. ACTED a développé des outils harmonisés au niveau global afin de recevoir de façon mensuelle des informations sur les avancées des activités et l'atteinte des indicateurs. Le rapport du questionnaire produit par le département Suivi et évaluation sera également partagé avec le bailleur lors de la soumission des rapports.

Workplan													
Activitydescription	Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Activity 1.1.1: Renforcement de la coordination, de l'harmonisation et du partage des outils au sein du cluster à travers la Co-facilitation.	2017							X	X	X	X	X	X
Les termes de référence du Co-facilitateur ont été entièrement revus fin 2016 pour correspondre aux attentes fixées par le Cluster en 2017. Ils sont disponibles en Annexe 4. Cependant, lors du démarrage du projet, le cluster, le Fonds Humanitaire et ACTED reverront ensemble ces TdR afin de les réajuster aux nouveaux besoins recensés, notamment suite à l'arrivée en juin du nouveau coordonnateur. Cependant, d'après son expérience et les discussions engagées en début d'année avec le cluster, voici les tâches pouvant être assurées par le Co-facilitateur au cours de ce projet :	2018	X	X	X	X	X	X						
- Appui à la coordination inter-partenaires et inter-cluster et au plaidoyer : Le Co-facilitateur aura un rôle d'appui aux activités du cluster et des sous-clusters. Pour ce faire, il s'assurera de la tenue des réunions hebdomadaires, en alternance avec le coordinateur, et de l'avancée du travail des Groupes de Travail Technique auquel il participera régulièrement. Il œuvrera également à l'identification, au soutien et au suivi de dossiers thématiques présentés comme prioritaire par le Cluster, afin notamment de faire un plaidoyer auprès des instances concernées (Gouvernement, ONGI, ONU, etc.) quand cela est pertinent. En 2016, le Co-facilitateur a participé à une formation sur la coordination de cluster organisée par le global cluster. Il est envisageable que ce dernier participe à une nouvelle formation en 2017 en fonction des thématiques proposées.													
- Organisation d'un atelier de validation stratégique : En 2017, le Co-facilitateur organisera en coordination avec le PAM et la FAO un atelier qui réunira à Bangui l'ensemble des partenaires du cluster en capitale et en province. L'objectif de cet atelier sera de valider les résultats et le plan d'action élaborés lors de l'atelier stratégique organisé en mars 2017.													
- Rédaction et partage de documents de communication pour le cluster : Le Co-facilitateur réalisera chaque deux mois un document de communication de deux pages environ (fascicules) sur une thématique ou une préfecture spécifique. L'objectif de ces communications sera de partager à l'ensemble des partenaires du cluster des informations en lien avec les activités du cluster ainsi que des partenaires de mise en œuvre.													
Le FH et le cluster seront impliqués dans le processus de validation des candidats pour le poste de Co-facilitateur. S'ils le souhaitent, ACTED pourra leur communiquer les curriculum vitae des candidats présélectionnés pour recueillir leur avis, et les convier aux entretiens.													

<p>Activity 1.1.2: Amélioration de la production d'information à travers l'appui d'une équipe d'enquêteurs mobile</p> <p>Afin d'accroître les données sectorielles disponibles, des enquêteurs seront rémunérés pour répondre aux besoins du cluster en matière de production de l'information.</p> <p>En amont de chaque enquête, le cluster adressera un email aux partenaires afin de bénéficier de l'appui de leurs enquêteurs sur le terrain. Un total de 160 hommes jour sera disponible pour la durée du projet. Ce nombre a été défini sur l'estimation que 4 enquêtes pourraient être menées sur une durée de 10 jours avec l'appui de 4 enquêteurs. Chacun sera rémunéré 6 000 FCFA par jour d'enquête et le cluster prendra en charge les frais de transport entre Bangui et la province ainsi que jusque sur les lieux des enquêtes. S'ils le souhaitent, l'Expert Mobile ou le Co-facilitateur pourront accompagner cette équipe mobile lors de la réalisation des enquêtes.</p>	2017							X	X	X	X	X	X
	2018	X	X	X	X	X	X						

OTHER INFO

Accountability to Affected Populations

En tant que membre de Humanitarian Accountability Partnership (HAP), ACTED souscrit aux engagements du Inter-Agency Standing Committee (IASC) en termes de redevabilité aux populations. ACTED, applique les principes de redevabilité afin de permettre aux bénéficiaires de s'exprimer sur la pertinence/qualité des actions et s'attache à ce que ses programmes respectent les normes en vigueur en termes de participation, de transparence et de gestion des litiges.

Dans le cadre du présent projet, cette redevabilité sera assurée par un questionnaire de satisfaction qui permettra aux membres du cluster d'exprimer leur satisfaction ou leur réserve face aux actions prises par le cluster, mais également par rapport au travail du Co-facilitateur.

Implementation Plan

L'équipe sera composée d'un Co-facilitateur et d'un Expert mobile. Les enquêtes sur le terrain seront réalisées au moyen d'une équipe mobile de 240 jours/ hommes supervisés par un consultant qui sera disponible pendant 40 jours sur la durée du projet. Cette équipe bénéficiera de l'appui des départements finance, logistique, ressources humaines, développement de projets/reporting, suivi-évaluation et audit interne. Ces départements assureront un suivi quotidien des achats, des recrutements, des dépenses, des indicateurs du projet, ainsi que si besoin, les relations avec le bailleur. Les coûts liés ne sont pas financés par ce projet.

Coordination with other Organizations in project area

Name of the organization	Areas/activities of collaboration and rationale

Environment Marker Of The Project

Gender Marker Of The Project

2a- The project is designed to contribute significantly to gender equality

Justify Chosen Gender Marker Code

Dans le cadre de leurs fonctions, le Co-facilitateur et l'expert mobile organiseront des formations pour les organisations partenaires. L'intégration du genre dans les activités de sécurité alimentaire fera partie des modules de formations dispensées durant la période de mise en œuvre

De plus, dans le cadre de ses interactions avec les membres du cluster, le co-facilitateur partagera des messages sur la nécessité de prendre en compte la dimension du Genre afin que cela soit reflété dans les propositions de projet et la mise en œuvre des activités des organisations membres du cluster.

Protection Mainstreaming

La considération de la protection sera transversale dans la mise en œuvre du projet et dans toutes les étapes clés, notamment lors des évaluations menées suite à une demande spécifique du Cluster, à travers la mise en place de mécanismes de consultations et participation des populations, autorités locales et des bénéficiaires à différentes étapes du projet (consultation, mobilisation, identification des bénéficiaires, et enquêtes de suivi et évaluation).

De même que pour le Genre, le Co-facilitateur s'assurera que les propositions de projet soumises à la validation du Cluster comportent toutes une prise en compte de la protection.

Enfin, le renforcement la résilience des populations en RCA et de leurs moyens d'existence, ainsi que la réduction des risques futurs, constituent une priorité centrale dans la stratégie du cluster sécurité alimentaire.

Country Specific Information

Safety and Security

Dans l'ensemble de la RCA, la situation reste volatile et marquée d'incidents entre groupes armés pouvant avoir des impacts humanitaires et sécuritaires importants.

Ces crises entraînent ponctuellement de nouveaux mouvements pendulaires de populations sur des sites de déplacés ou dans des familles d'accueil et peuvent momentanément entraver les initiatives de retour dans le quartier ou village.

En cas d'impossibilité avérée de mener les activités dans une ou plusieurs des zones d'intervention ciblées, en raison d'un pic d'insécurité, les interventions pourront être redirigées sur une autre zone de dans laquelle les mêmes types de besoin ont été identifiés. Les activités pourront également être temporairement suspendues en cas d'insécurité et reprises une fois les conditions minimales de sécurité retrouvées. Si une zone particulière s'avère inaccessible durant toute la durée du projet, un plaidoyer sera réalisé pour le rétablissement de l'accès humanitaire et ACTED se rapprochera du bailleur pour palier à cette difficulté.

Une coordination étroite sera faite quotidiennement par ACTED avec les autres acteurs intervenants dans les zones ciblées. Les équipes sur les bases et les responsables de la sécurité au niveau de la coordination resteront donc vigilants et les informations sécuritaires seront partagées immédiatement avec les équipes du projet et régulièrement avec le Fonds Humanitaire et les membres des clusters concernés. ACTED se tiendra également informé de chaque incident à travers les rapports d'incident diffusés par UNDSS et les informations transmises par INSO et le CCO.

ACTED assurera la gestion de la sécurité de ses équipes, locaux et équipements sur le terrain, sur la base de leur plan de sécurité, et se tiendra informé de tous les événements risquant d'impacter la sécurité de la mission et du programme.

Access

La réalisation de formations au niveau des sous-clusters pourrait être limitée suite à des troubles sécuritaires dans les villes accueillant les bureaux des sous-clusters, mais cette limitation ne sera pas dû à un accès logistique restreint, puisque ces zones sont desservies par les vols UNHAS et que les réunions des sous-clusters ont lieu dans des villes et non pas dans des zones reculées, difficilement accessibles.

Seuls les enquêteurs de l'équipe mobile pourraient voir leur déplacement restreint sur les axes secondaires, les routes et les ouvrages de franchissement y étant souvent en mauvais état.

Cependant, les évaluations qui pourraient avoir lieu suite à la demande du Cluster par l'équipe mobile, nécessiteront la location de véhicule pour permettre le déplacement des agents sur les zones ciblées.

Le projet ne prévoit cependant pas de location de véhicules ou de vols UNHAS pour le déplacement des agents de l'équipe mobile, ces coûts devant être pris en charge par le Cluster. Cependant, les déplacements de l'Expert mobile et du Co-facilitateur seront pris en charge par ACTED dans le cadre de ce projet.

BUDGET

Code	Budget Line Description	D / S	Quantity	Unit cost	Duration Recurrence	% charged to CHF	Total Cost
1. Staff and Other Personnel Costs							
1.1	Co-facilitateur Sécurité Alimentaire	D	1	3,702.60	12	100.00	44,431.20
	<i>Le Co-facilitateur aura un rôle d'appui aux activités du cluster et des sous-clusters. Pour ce faire, il s'assurera de la tenue des réunions hebdomadaires, en alternance avec le coordinateur, et de l'avancée du travail des Groupes de Travail Technique auquel il participera régulièrement. Il œuvrera également à l'identification, au soutien et au suivi de dossiers thématiques présentés comme prioritaire par le Cluster, afin notamment de faire un plaidoyer auprès des instances concernées.</i>						
1.2	Expert mobile qualité/redevabilité	D	1	710.43	12	100.00	8,525.16
	<i>L'expert mobile appuiera les coordinateurs des sous clusters pour la redynamisation de réunions de coordination afin d'encourager la participation des membres, et l'amélioration de la communication entre les sous clusters et le cluster national à travers notamment le partage d'information et de plans d'action. L'expert mobile soutiendra également les coordinateurs dans le processus de révision de leurs termes de référence qui seront validés par les agences PAM et FAO.</i>						
	Section Total						52,956.36
2. Supplies, Commodities, Materials							
2.1	Organisation d'un atelier stratégique 2017-2018	D	1	2,529.80	1	100.00	2,529.80
	<i>le Co-facilitateur organisera en coordination avec le PAM et la FAO un atelier stratégique qui réunira à Bangui l'ensemble des partenaires du cluster en capitale et en province. L'objectif de cet atelier sera de (1) présenter aux membres du cluster le plan d'action pour l'année en cours, (2) identifier les besoins pour développer et harmoniser les outils méthodologiques, (3) identifier les besoins en formation des sous clusters.</i>						
2.2	Rédaction et partage de documents de communication pour le cluster	D	50	2.48	4	100.00	496.00
	<i>Le Co-facilitateur réalisera chaque deux mois un document de communication (fascicule) de deux pages environ sur une thématique ou une préfecture spécifique</i>						
2.3	Formation des partenaires du cluster national	D	4	504.68	2	100.00	4,037.44
	<i>le co-facilitateur organisera des sessions de formation des membres du cluster sur les thématiques qu'ils auront identifiées comme prioritaires. Le budget comprends la location de salle, de la petite restauration, du matériel de formation</i>						
2.4	Paiement des salaires des enquêteurs	D	160	9.93	1	100.00	1,588.80
	<i>Un total de 160 hommes jour sera disponible pour la durée du projet. Ce nombre a été défini sur l'estimation que 4 enquêtes qui pourraient être menées sur une durée de 10 jours avec l'appui de 4 enquêteurs. Chacun sera rémunéré 6 000 FCFA par jour d'enquête.</i>						

2.5	Formation des partenaires des sous-clusters	D	4	504.68	2	100.00	4,037.44
	<i>L'expert mobile appuiera les coordinateurs des sous clusters pour la redynamisation de réunions de coordination afin d'encourager la participation des membres, et l'amélioration de la communication entre les sous clusters et le cluster national à travers notamment le partage d'information et de plans d'action. Le budget comprends la location de salle, de la petite restauration, du matériel de formation</i>						
	Section Total						12,689.48
3. Equipment							
3.1	Tablettes pour enquêteurs	D	4	248.20	1	100.00	992.80
	<i>L'achat de 4 tablettes à destination des enquêteurs terrains est prévu. Ces tablettes sont indispensables pour la réalisation des enquêtes sur le terrain.</i>						
	Section Total						992.80
4. Contractual Services							
NA	NA	NA	0	0.00	0	0	0.00
	NA						
	Section Total						0.00
5. Travel							
5.1	Transport Bangui - province (Vols UNHASS)	D	14	150.00	1	100.00	2,100.00
	<i>Le co facilitateur de sécurité alimentaire et l'expert terrain se rendrons en province environ 5 fois chacun (10 vols / personne) pour coordonner les activités. Six autres vols sont prévus pour la supervision des enquêteurs</i>						
5.2	Location voiture Bangui	D	67.84	264.00	1	100.00	17,909.76
	<i>Participation à la location d'un véhicule pour les activités du projet et au déplacement du cofacilitateur à Bangui</i>						
5.3	Location voiture terrain	D	115	50.00	1	100.00	5,750.00
	<i>Participation à la location d'un véhicule sur terrain pour la mise en œuvre du projet en Province</i>						
	Section Total						25,759.76
6. Transfers and Grants to Counterparts							
NA	NA	NA	0	0.00	0	0	0.00
	NA						
	Section Total						0.00
7. General Operating and Other Direct Costs							
7.1	Carburant véhicule	D	3150	1.41	1	100.00	4,441.50
	<i>Carburant qui sera nécessaire à la conduite des véhicules programme pour le cofacilitateur à Bangui et pour les équipes terrains durant les enquêtes et les formations des sous-clusters.</i>						
7.2	Loyer et charges coordination	D	1	9,816.77	1	100.00	9,816.77
	<i>Coût mensuel des loyers et charges des locaux de coordination.</i>						
7.3	Communication coordination	D	1	5,492.86	1	100.00	5,492.86

	<i>Coûts de communication nécessaire au bon fonctionnement de la coordination des équipes programmes (Internet, VSAT, flotte téléphonique)</i>		
	Section Total		19,751.13
SubTotal		3,573.84	112,149.53
Direct			112,149.53
Support			
PSC Cost			
PSC Cost Percent			7.00
PSC Amount			7,850.47
Total Cost			120,000.00

Project Locations							
Location	Estimated percentage of budget for each location	Estimated number of beneficiaries for each location					Activity Name
		Men	Women	Boys	Girls	Total	
Bangui -> 1er Arrondissement	100	70				70	

Documents	
Category Name	Document Description
Project Supporting Documents	Annexe 1_Besoins du Cluster SA.DOCX
Project Supporting Documents	Annexe 2_Liste partenaires Cluster SA_2016.docx
Project Supporting Documents	Annexe 4_TDR Co-facilitateur Cluster SA.DOC
Project Supporting Documents	Annexe 5_TDR Expert Mobile Cluster SA.DOCX
Project Supporting Documents	Annexe 3_enquête satisfaction.docx